



## COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Le président de la République a annoncé le 25 avril 2019 vouloir mettre plus de fonctionnaires derrière les guichets et moins dans les bureaux ». Mais, en même temps, les baisses des effectifs se poursuivent au Ministère du Travail y compris chez les agent-es en contact direct avec les usager-es :

- Baisse continue des effectifs dans les services renseignements, un des derniers services gratuits et accessibles à tous-toutes en matière de droit du travail. Un projet de code du travail numérique est en cours, mais il ne peut remplacer l'humain pour des conseils personnalisés dans des matières délicates à appréhender.
- Baisse continue des effectifs des agent-es de contrôle (contrôle de la formation professionnelle, contrôle des entreprises) alors que le Ministère affiche des objectifs importants (prestation de service internationale, égalité femme/homme, prévention des chutes de hauteur, amiante, contrôle des organismes de formation...)
- Disparition des leviers financiers de l'Etat pour l'emploi, laissant les régions prendre en charge seules les politiques emploi, en totale rupture d'égalité des citoyen-nes.
- Des projets de circulaires viennent de nous être communiqués, annonçant :
  - Le transfert pur et simple du service main d'œuvre étrangère au ministère de l'intérieur ;
  - La création d'un « service public de l'insertion », regroupant les DIRECCTE et les DRJSCS au niveau régional ; et regroupant les compétences des unités départementales des DIRECCTE ainsi que les compétences en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion des DDCS et des DRDJSCS, dans des directions départementales de l'insertion et de la cohésion sociale. La disparition des unités départementales du ministère du travail et leur fusion dans une direction départementale interministérielle est donc confirmée.
  - La constitution de secrétariats généraux communs aux préfetures et directions départementales interministérielles, augurant de nouvelles suppressions de postes.

**Le 9 mai, près de 25 % des agent-es ont fait grève au niveau national, et jusqu'à 30% dans plusieurs régions (plus de 27% en région ARA). Un succès qui montre que les agent-es ne sont pas résigné-es à la casse de leur statut et de leurs missions.**

**Le 21 mai,**

**L'ensemble des organisations syndicales du ministère du travail appellent donc à poursuivre la mobilisation par des actions devant chaque unité départementale et régionale, afin de rendre visible la casse de nos services et le ras le bol des agent-es du ministère du travail.**

**A Clermont-Ferrand, nous organisons un pique-nique revendicatif entre 11h30 et 14h,**

**devant le bâtiment P de la Cité Administrative – Rue Pélissier.**